



**USAGERS, SALARIÉS TOUS CONCERNÉS !**

# **ASSEZ DE PRIVATISATIONS !**

## **METTONS UN COUP D'ARRÊT À LA CASSE DES SERVICES PUBLICS !**

**A** PRES avoir fait voter la loi changeant le statut d'EDF-GDF, le gouvernement continue les attaques contre les services publics.

Il y a quelques semaines, il annonçait la fin de la participation majoritaire de l'Etat dans le capital de France Télécom. Dans quelques semaines, il déposera un projet de loi restructurant La Poste en profondeur. Et les suppressions d'emplois dans la fonction publique n'en finissent pas.

### **France Télécom, EDF : rentabilisation et privatisation**

Chez **France Télécom**, un processus engagé il y a plusieurs années s'achève : scission des PTT, pour transférer le secteur le plus lucratif (les télécommunications) aux intérêts privés, transformation en société anonyme, filialisation à outrance, inculcation d'une nouvelle « culture d'entreprise » où le « client » remplace « l'utilisateur ». L'objectif était de mettre le savoir-faire technologique de l'entreprise au service de la réalisation de profits dans un cadre concurrentiel où interviennent plusieurs opérateurs. Pour le seul bénéfice des actionnaires, le progrès étant de moins en moins partagé par les usagers. L'endettement monstrueux, les gaspillages colossaux engendrés par la construction de réseaux concurrents et au bout du compte le coût exorbitant pour l'utilisateur (l'abonnement du téléphone fixe, l'accès aux nouvelles technologies : SMS, internet haut débit...) en sont les meilleures preuves.

Le changement de statut d'**EDF** et, bientôt, l'ouverture de son capital au privé, vont accélérer la transformation de cette entreprise, qui, depuis des années déjà, s'éloigne des missions de service public. Au lieu de garantir le droit à une énergie peu coûteuse, au lieu d'engager des programmes de réduction des gaspillages d'énergie et de diversification des sources d'énergie, EDF s'est lancée dans des opérations spéculatives hasardeuses sur les marchés internationaux de l'énergie. Elle adopte les pratiques commerciales des concurrents qui s'installent sur le marché. Au bout du compte les usagers pâtiront à la fois d'une baisse de la qualité dans la maintenance du réseau et de l'augmentation des tarifs. Les expériences négatives sont malheureusement nombreuses : pannes gigantesques comme en Californie, coupures par quartier quand la demande est forte (Espagne) et partout augmentation des prix.

### **Au tour de La Poste ?**

Pour **La Poste**, le gouvernement prépare un véritable massacre. Tout d'abord, les activités financières seraient filialisées, une banque postale devant être créée avec la participation de capitaux privés. Ce serait en fait la fin de la banque « refuge » des petits comptes. Ensuite, 6 000 bureaux de poste (sur 11 500) seraient supprimés, transformés dans le meilleur des cas en « points postes » assurant seulement les services de base chez des commerçants ou dans les mairies. Ce serait donc une remise en cause sans précédent de l'accès égal pour tous au service public postal, au détriment surtout du monde rural et des quartiers populaires des grandes villes. Enfin, le nombre de centres de tri serait ramené de 130 à une trentaine seulement, avec, à la clé, un probable allongement des délais de livraison du courrier. Toutes ces restructurations ont pour but de rendre La Poste rentable et privatisable. Là encore, les expériences étrangères sont éclairantes : désastreuses pour les salariés du service public (suppressions d'emploi massives...), calamiteuses pour les usagers (augmentation des tarifs, baisse de la qualité), et parfois... enrichissantes (au sens propre !), pour les entreprises qui se sont lancées sur les créneaux abandonnés par le service public.

### **Dans le même temps, les désengagements financiers de l'Etat se multiplient.**

Les suppressions d'emplois se multiplient dans la Fonction publique, de l'Education nationale à l'Equipe-ment. La réforme de la taxe sur l'audiovisuel met en péril le financement de la télévision et de la radio publiques. Dans certains secteurs, l'Etat favorise le phagocytage par les intérêts privés, comme les assurances dans la protection sociale ; dans d'autres, il n'assume plus certaines missions, carrément transférées au secteur privé, comme le contrôle technique des poids lourds. Le gouvernement prépare aussi une loi anti-grève à la SNCF pour rendre plus difficile la résistance des salariés.

La privatisation augmentera les inégalités, et particulièrement entre les hommes et les femmes ; ces dernières étant doublement pénalisées, en tant que salariées, mais aussi comme usagères principales (école, santé, maternité...).

# Stop à Raffarin ! Stop aux privatisations !

Cette politique cohérente de remise en cause des services publics peut pourtant être battue en brèche. Les salariés des entreprises publiques et de la Fonction publique ont su se battre contre la casse de leur outil de travail. De l'Education nationale à France Télécom, en passant par EDF, tous et toutes ont agi, non pas pour la défense d'intérêts corporatistes, comme veulent le faire croire les libéraux, mais pour conserver le caractère de service public de leurs établissements. Si le gouvernement a réussi à faire passer ses lois, c'est contre l'opinion de la majorité de la population. Les usagers se font aussi entendre, comme ces parents d'élèves exigeant l'ouverture de classes supplémentaires dans les communes péri-urbaines de Caen.

**Mais, ces prochaines semaines, ensemble, usagers, salariés des différents services publics, nous pouvons mettre un coup d'arrêt à la politique des libéraux en empêchant l'application de la loi sur La Poste.**

Seule une toute petite minorité d'opérateurs à la recherche de nouveaux marchés a intérêt à voir cette loi s'appliquer. L'écrasante majorité de la population veut garder un réseau postal dense et disponible partout sur le territoire. Des milliers de maires ont d'ores et déjà signé une demande de moratoire sur la fermeture des bureaux de poste. Il serait inacceptable que le gouvernement maintienne son texte de loi et décide de passer en force. S'il le faisait, une mobilisation d'ensemble s'imposerait.

- **Ensemble, usagers, salariés, imposons le retrait du texte de loi sur La Poste !**
- **Mettons un coup d'arrêt aux privatisations !**
- **Exigeons un changement radical de politique, pour reconquérir des services publics réellement au service de la population !**

## **Leur logique : le profit. La nôtre : les besoins de la population**

*Les réformes libérales qui démantèlent les services publics invoquent toutes l'impératif de la **concurrence**. Les grands monopoles publics sont ainsi appelés à partager le « marché » avec des opérateurs privés. C'est le cas depuis 1997 dans le transport aérien, depuis 1996 dans la téléphonie mobile, depuis 1998 dans la téléphonie locale entre deux points fixes, depuis 2003 pour le transport ferroviaire de marchandise, etc. Le marché de l'énergie et la distribution du courrier sont en cours de « libéralisation ». Depuis 1986, de nombreuses **directives européennes** fixent le cadre de ces « libéralisations » à l'intérieur de la Communauté européenne. Ces directives ont été acceptées par tous les gouvernements de l'Union européenne, elles ne leur ont pas été imposées, comme certains essaient de faire croire. Par ailleurs, dans le cadre de l'**OMC** (Organisation mondiale du commerce), les gouvernements négocient un accord (**AGCS** - accord général sur le commerce des services) devant amener à terme à la privatisation générale de tous les services. Il ne faut rien y voir d'autre que la tentative des grands groupes capitalistes de mettre la main sur le secteur de l'économie le plus dynamique.*

**Pour notre part, nous qui avons constitué un comité de lutte pour la défense et de développement des services publics, nous refusons cette extension de la logique du profit aux services publics. Nous ne voulons pas de services publics cotés en bourse. Les services publics ne sont pas faits pour être rentables. Ils doivent répondre aux besoins de la population. Les droits à la santé, à l'éducation et à la culture, le droit de se déplacer, de communiquer ne doivent pas être transformés en marchandises, pas plus que des biens tels que l'eau ou l'énergie.**

*Il est urgent de s'opposer aux nouvelles privatisations qui se préparent, et de reconquérir des services publics réellement au service de la population et contrôlés par elle.*

Le **Comité départemental de lutte pour la défense et de développement des services publics** est soutenu par les organisations : ATTAC14, Résistances, Collectif Droits des Femmes du Calvados, ESPER, SUD-Solidaires, FSU, USD CGT Santé Action sociale, LCR, ANPAG.

**SAMEDI 13 NOVEMBRE, A 11 H,  
DEVANT LE BUREAU DE POSTE DE CAEN-GAMBETTA,  
OPERATION « TOUCHE PAS A NOS SERVICES PUBLICS » !**